

Les Touaregs combattent l'injustice

Sahara

Posté par: Touareg

Publiée le : 6/10/2007 14:24:31

Entretien avec Kaocen MAÏGA, porte parole du MNJ

Cela fait déjà un moment que la situation au Pays touareg sent le pourri. Après des années de conflits armés entre différents mouvements touaregs et les Etats du Mali et du Niger, ces deux Etats ont fini par s'asseoir à la table des négociations et ont signé des accords de paix avec les Touaregs. Ces accords ont été facilités principalement par la France et le régime algérien. L'on pouvait alors croire à une sorte de paix et plus de reconnaissance envers les Touaregs. Le temps a fini par donner raison aux partisans de la non-signature des accords avec ces régimes corrompus. En effet, aucun effort digne de ce nom n'ait été fait pour honorer leurs engagements notamment pour améliorer la situation des Touaregs. Malgré de nombreuses initiatives des Touaregs afin de faire prendre conscience à ces Etats de la gravité de la situation et de la nécessité du respect des termes des accords signés, il n'y a eu aucune réaction positive et apaisante de la part des régimes.

Ne pouvant accepter ce mépris affiché des Etats, et face à l'échec de toutes les démarches pacifiques, le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) a décidé de passer à l'action armée. Ainsi, le 8 février 2007, avec l'attaque d'Iferouane, le MNJ signe son premier acte par lequel il déclare la guerre au gouvernement nigérien. Depuis, les affrontements se sont multipliés dans l'Ayr entre les combattants du MNJ et l'armée du Niger.

Afin de mieux comprendre l'action du MNJ, ses objectifs ainsi que les raisons qui ont poussé ses dirigeants à prendre les armes, nous avons été à la rencontre de Kaocen MAÏGA, Secrétaire général du Mouvement et Porte parole en France, qui a bien voulu répondre à nos questions.

La Rédaction

Tamazgha.fr : Quel est le problème qui se pose aujourd'hui au Pays touareg et plus exactement dans l'Air ?

Kaocen MAÏGA : Ce qui nous oppose à l'armée du Niger est un problème de Justice : nous menons une lutte pour la justice. Et notre but, dans ce combat, est de porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale les injustices dont sont victimes les Nigériens. Il faut savoir que le régime dictatorial de Tanja est entrain de spolier les richesses ; les dirigeants du régime de Niamey sont entrain de détourner massivement les aides destinées aux populations, donc les fonds de l'Etat, et tout ce qui est destiné à la santé et à l'Education va dans leurs poches. Les régions du Nord et du Sud se trouvent ainsi abandonnées et il n'y a aucune volonté de développement des régions particulièrement de l'Ayr et l'Azawad.

La question touarègue et le conflit qui oppose les Touaregs aux Etats en place ne datent pas d'aujourd'hui. Peux-tu nous faire un bref rappel sur les relations qui ont marqué l'histoire récente entre les Touaregs et l'Etat du Niger ?

L'histoire entre les Touaregs et l'Etat du Niger remonte aux indépendances. En effet, au lendemain des indépendances il y a eu beaucoup de problèmes de marginalisation des populations nomades touarègues venant de la part du gouvernement surtout à cause de leur passé guerrier, et à leur désir de vivre dans un État indépendant. A partir de là, les Etats du Niger et du Mali ont déployé toute leur énergie afin que ces populations ne puissent suivre la marche de l'Histoire. Les premières révoltes touarègues remontent aux années 1990 où l'armée nigérienne a massacré plus de 3200 civils dans la région de Tchintabaraden pour leur appartenance ethnique à la communauté amazighe. Suite à ces massacres, les Touaregs ont réagi et de là est né le Front de libération de l'Ayr et de l'Azawad (FLAA). C'est de là qu'est née la rébellion touarègue. Ensuite il y a eu des accords de paix qui ont été signés le 24 avril 1995. Par la suite, d'autres accords additionnels, au Burkina-Faso et dans d'autres pays, ont été signés entre les combattants touaregs et l'Etat du Niger. La flamme dite la paix, ayant consacré une sorte de paix entre les Touaregs et l'Etat du Niger, a été allumée en septembre 2000 suite à quoi il y a eu dissolution de tous les fronts touaregs. Mais depuis cette signature, et bien avant d'ailleurs, il n'y a eu aucune volonté de la part du gouvernement du Niger d'appliquer les accords de paix signés entre Touaregs et l'Etat du Niger. Entre 2000 et 2005, il n'y a eu aucun investissement qui ait été fait dans ce cadre, il n'y a eu aucune réinsertion réelle des combattants. A titre d'exemple, il y a eu un fond d'aide à la réinsertion attendu depuis 1995 (soit 11 ans) et qui n'a été débloqué que l'an dernier (2006) pour environ 200 ex-combattants, d'un montant de 200 euros (13000 FCFA) ! Attendre 11 ans pour percevoir 200 euros, il faut le faire ! Ceci a conduit la population à s'adresser au gouvernement pour lui faire part de ses revendications notamment en s'indignant du non respect des accords, tout en faisant savoir l'éventualité de porter cette situation à la connaissance de l'opinion internationale. Nous avons donc épuisé tous les moyens qui pouvaient conduire le gouvernement nigérien à prendre ses responsabilités et honorer ses engagements. Cette volonté de notre part de trouver une issue politique au problème a duré jusqu'à la fin de l'année 2006 quand plus de 450 ex-combattants ont remis au président Tandja, et à son Premier ministre de l'époque une pétition à propos de la non-application des accords. Il n'y a eu aucune réaction de la part du gouvernement nigérien qui est resté indifférent refusant ainsi d'assumer ses responsabilités. Ceci a conduit le MNJ, en février 2007, d'attaquer une compagnie de l'armée nigérienne à Iferwan dans l'Ayr où il y a eu 3 morts du côté des militaires. Depuis, est né ce nouveau conflit entre le MNJ et le gouvernement nigérien.

Peux-tu nous dire un mot sur la situation sur le terrain du côté des combattants touaregs ?

Au niveau de la population, il faut dire qu'il y a eu beaucoup de massacres. L'armée tue les civils, elle les arrête et les emprisonne. Des dizaines de civils sont portés disparus. Et maintenant, l'armée est passée à une autre étape de la répression : elle tue et les civils et leur bétail. Nous avons porté cette situation que nous avons dénoncée auprès du CICR (la Croix rouge internationale) ainsi qu'auprès des organisations internationales qui mènent des actions humanitaires. Nous leur avons rappelé qu'il y a une sorte d'injustice, une violation du droit international et des droits de l'Homme qui se pratique au Niger, et particulièrement au Nord, contre les populations touarègues. Sur le terrain, il se passe que depuis le début de ce mouvement le MNJ a respecté ses engagements dans la mesure où il n'a jamais porté atteinte aux populations civiles, il a toujours combattu le régime en place à Niamey particulièrement l'armée nigérienne qu'il a combattu sur tous les fronts. Les combattants du MNJ ont fait 78 prisonniers parmi les militaires nigériens. En tout, 42 prisonniers ont été remis récemment à la Croix Rouge, et 14 à la CEN-SAD (Communauté des Etats sahélo-sahariens) à travers la médiation libyenne. Les combattants du MNJ sont donc confiants. Ils sont décidés à combattre le régime et à rétablir la justice et l'ordre juste dans ce pays.

Y a-t-il des territoires contrôlés aujourd'hui par les combattants touaregs ?

Tout le territoire qui va d'Agadez jusqu'au Nord e l'Ayr est sous le contrôle des combattants du MNJ.

Avez-vous été rejoints par des éléments touaregs qui appartiennent à l'armée régulière nigérienne ?

Des centaines de militaires, officiers et soldats, ont quitté leurs postes au sein de l'armée nigérienne pour nous rejoindre. Ils l'ont fait car ils ont compris que ce régime est despotique et injuste et qu'il n'a aucune volonté de respecter les accords de paix ou les droits des citoyens. Il y a eu aussi beaucoup d'élus politiques

Et la population touarègue, a-t-elle exprimé son soutien au MNJ et aux combattants touaregs ?

Le Gouvernement nigérien a mené une vaste campagne raciste et xénophobe contre les Touaregs ; les représentants de l'Etat nigérien ont appelé au crime contre les Touaregs, mais les citoyens nigériens dans leur ensemble sont restés calmes. Quant à la population touarègue, consciente du problème qui est le sien, consciente de la marginalisation qu'elle subit depuis les indépendances, consciente des massacres et crimes commis, soutiennent totalement le MNJ.

Quels sont les objectifs, voir les revendications, du MNJ ?

Comme son nom l'indique, le MNJ aspire à plus de justice. Dans ce pays qui est le Niger, on tue les gens gratuitement, on vole l'argent du peuple, on spolie les caisses de l'Etat,... Il n'y a vraiment aucune justice. Et ce que nous voulons est de rétablir l'ordre juste ; instaurer l'égalité entre les citoyens. Aujourd'hui, tous les citoyens ne sont pas sur le même pied d'égalité : il y a des régions, comme celle du Nord, qui sont complètement abandonnées. La région du Nord, par exemple, est la région la plus riche du pays ; elle fournit plus de 70% des richesses du pays et pourtant il n'y a pas un seul hôpital viable, pas une seule université, il n'y a pas une seule école digne de ce nom, il n'y a pas une seule route, il n'y a aucune infrastructure construite dans cette région. Cela montre que l'Etat du Niger ne considère pas les citoyens de cette région comme des citoyens à part entière. C'est cette injustice que nous combattons. Nous nous levons contre le fait que des citoyens soient considérés comme des citoyens de seconde zone. Nous nous levons contre la mauvaise répartition des richesses qui proviennent du Nord : toutes les richesses qui proviennent du sous-sol de cette région sont rapatriées à Niamey et les populations du Nord n'en tirent aucun profit. C'est tout cela que nous condamnons. Notre objectif, justement, est d'arriver à ce que le gouvernement accorde à ces régions une certaine autonomie dans leur gestion, qu'elles soient responsables de leur avenir, qu'elles soient en mesure d'assurer l'éducation de leurs populations et garantir leur santé.

Quelles sont les richesses existant dans le pays touareg ?

Le sous-sol touareg est très riche. On en trouve de l'or, de l'uranium, du pétrole et bien d'autres minerais.

Ces richesses sont-elles exploitées ?

Oui, elles sont massivement exploitées. C'est d'ailleurs l'une des raisons du conflit qui nous oppose au gouvernement nigérien. En effet, depuis le début de l'année le gouvernement nigérien a accordé plus de 122 permis de prospection. Ces permis ont été accordés à des sociétés chinoises, sud-africaines, canadiennes, australiennes, indiennes, ... qui vont venir sans l'accord ni la consultation des populations touarègues qui sont les populations autochtones de la région. En violation des droits des peuples autochtones, ces sociétés vont venir exploiter les richesses d'un

sous-sol sans employer les populations auxquelles appartient ce sous-sol et sans se soucier de leur mode de vie basé sur le respect de l'environnement. Ils vont détruire l'environnement ainsi que la culture des nomades qui vivent dans ce désert.

Et les ressources de l'exploitation de ces richesses ne reviennent jamais aux Touaregs...

Non ! Elles ne reviennent jamais à ces régions. Et c'est justement là le problème. De plus, lorsqu'on dit que ces régions doivent s'occuper elles-mêmes de leur développement, à travers une forme de décentralisation, il faut bien leur donner les moyens de le faire.

Certains disent que les combattants touaregs sont financés par la Libye, donc Kadhafi. Qu'as-tu à dire à ce sujet ?

Ceux qui soutiennent ces propos ne font que relayer les allégations du gouvernement nigérien qui veut faire croire que nous sommes soutenus par Kadhafi. Ce même gouvernement qui dit, par ailleurs, aussi que la France, à travers AREVA, finance les combattants touaregs. Nous disons, bien entendu, qu'il s'agit là d'allégations mensongères et nous insistons là-dessus. Si nous sommes soutenus par qui ce soit ça se saurait. Ni AREVA, ni la France ni la Libye ne financent les combattants touaregs. Les combattants touaregs sont financés par les aides que leur apportent les populations touarègues notamment les commerçants.

Pour revenir à Kadhafi, nous savons qu'il est un dictateur et qui, de plus, appartient à une idéologie bien déterminée qui est l'idéologie arabo-musulmane. Est-ce que, par principe, le MNJ accepterait une aide qui viendrait de ce tyran ?

La Libye est un Etat voisin et il a souvent intercedé dans les conflits qui ont opposé les Touaregs au gouvernement du Niger. Récemment, dans le cadre du CEN-SAD dont Kadhafi est le président en exercice, et suite à la demande du gouvernement nigérien pour une médiation en vue de la libération de certains prisonniers, nous avons accédé à sa requête en libérant 14 prisonniers, en plus de ceux remis au CICR. Cela pour montrer que nous n'avons pas pour objectif de combattre les populations mais plutôt le gouvernement du Niger qui nie aux populations leurs droits. Les relations qui peuvent exister entre nous et l'Etat libyen ou Kadhafi ce sont des relations à travers des organisations comme le CEN-SAD. Il n'y a donc aucun financement qui nous lie à Kadhafi.

Il n'y a donc aucun lien idéologique entre le Mouvement touareg et Kadhafi ?

Non ! Nos revendications ainsi que notre idéologie sont claires. Tout est sur notre site Internet : c'est public. Nous n'avons jamais dit que nous sommes à la solde de Kadhafi ou à la solde d'un autre Etat tel que la France qui nous donneraient des idées ou qui nous financeraient.

D'autres disent (et peut-être les mêmes d'ailleurs) que les combattants touaregs sont en étroite relation avec les islamistes notamment ceux d'entre eux qui opèrent sous le nom du GSPC, récemment rebaptisé Qaïda-maghreb, sur le territoire occupé par l'Etat algérien. Qu'est-ce que le MNJ pense de cela ?

Nous ne sommes ni un mouvement terroriste ni une bande de bandits comme le prétend un certain régime qui, lui, est despotique. Nous, nous sommes le Mouvement des nigériens pour la justice. Nous luttons pour la justice. En général, les bandits ne luttent pas pour la justice et ils luttent en cachette. En ce qui nous concerne, nous luttons pour que notre peuple accède à la justice. Nous

n'avons aucune connexion avec une quelconque organisation terroriste. Et si tel était le cas, on l'aurait dit haut et fort car, généralement, les organisations terroristes assument leurs actes. Encore une fois, nous sommes un mouvement, nous avons des revendications claires et nous combattons un régime ; nous ne combattons pas la population. Je tiens aussi à préciser que nous ne sommes pas un mouvement religieux.

Peux-tu nous dire un mot sur le rôle de la France ainsi que celui des Etats-Unis dans ce conflit qui oppose les Touaregs au gouvernement du Niger ?

Il est de notoriété publique que le rôle de la France est historique dans cette région d'Afrique. Faudrait-il rappeler que la France est la puissance colonisatrice. Elle est consciente de tous les problèmes que rencontrent les populations dans cette région. Aujourd'hui le Niger accuse la France de financer, à travers AREVA qui est une multinationale française, la rébellion touarègue. Nous disons, bien entendu, que cela est faux. Seulement, nous disons également que la France a une responsabilité dans ce conflit. La France a aussi parrainé tous les accords de paix signés entre les différents mouvements touaregs et l'Etat du Niger. Cela doit lui permettre de ne pas être du côté du gouvernement comme c'est le cas en ce moment. Ce que nous tenons à dire à la France, tout comme pour les Etats-Unis d'Amérique, c'est que si les Etats amis du Niger ne sont pas capables de l'aider à accéder à la paix et au dialogue, ils n'ont qu'à laisser les Nigériens régler leurs problèmes entre eux. Mais ce qui se passe en ce moment s'appelle de l'ingérence. La France comme les Etats Unis versent dans l'ingérence. Ces Etats sont entrain d'aider des régimes à détruire une population et une culture. Ceci est inadmissible et nous pensons que la France en particulier aura à assumer ses responsabilité devant l'Histoire qui, un jour ou l'autre, l'interpellera et rendra compte quant à son indifférence, voir sa complicité, dans l'action d'une armée ethnocentrique qui est entrain de massacrer des populations dont le seul "tord" est d'être touarègues.

Nous appelons aussi l'opinion internationale afin de faire en sorte que le problème touareg soit posé et résolu dans son ensemble. La population est fatiguée de toutes ces tentatives qui ne donnent pas de résultats. Et tant que nous ne sommes pas assis autour d'une table pour parler des problèmes qui sont ceux de la communauté et du peuple en général, je pense qu'il n'y aura jamais de paix. Pas de Paix sans Justice, et pas de Développement sans Paix.

D'autre part, il y a un problème d'ingérence internationalisée des pays comme la Chine et l'Afrique du Sud qui interviennent dans le conflit en fournissant à l'armée nigérienne des armements modernes afin de venir à bout de la rébellion. La motivation de ces Etats est, sans doute, que les filiales de leurs entreprises qui ont obtenu des permis de prospection puissent exploiter les richesses du sous-sol touareg. Il s'agit là d'une ingérence que l'opinion internationale doit condamner fermement.

Il semblerait que les Etats-Unis sont présents sur place militairement, aussi bien au Niger qu'au Mali, et il semblerait même qu'ils assistent les armées de ces deux Etats ?

Tout à fait. Il y a un accord entre les Etats-Unis et ces deux Etats, le Mali et le Niger. D'ailleurs, un des ambassadeurs des Etats-Unis a clairement dit qu'ils allaient tout faire pour aider ces Etats à combattre les populations rebelles. Ceci est de l'ingérence et de l'injustice.

Si je comprend bien, les Etats Unis sont conscients qu'ils n'ont pas à faire à des bandits ni à des terroristes, mais ils vont tout de même aider les Etats du Niger et du Mali à combattre les Touaregs qui ont pris les armes...

Effectivement. Les Etats-Unis étant des observateurs dans le Ténéré (Sahara) depuis plusieurs années, ils savent qui sont les terroristes et savent qui est le MNJ. Ils savent que nous ne sommes pas un mouvement de bandits et que nous ne sommes pas des terroristes. Ce qu'ils font aujourd'hui c'est aider les gouvernements contre les Touaregs.

Et quel est leur intérêt ?

Leur intérêt est de venir détruire une culture et une population et continuer à laisser un gouvernement exploiter à grande échelle ce territoire sans pour autant consulter les populations ni contribuer à leur développement et, pourquoi pas, plus tard, prendre le contrôle total du Ténéré, comme ils l'ont fait avec les indiens. Quant à nous, nous vivons dans le Ténéré. Notre souhait c'est que l'on nous laisse continuer à y vivre tranquillement. Et il est inadmissible de venir exploiter des conflits qui n'ont pas lieu d'être.

En d'autres termes le Ténéré nous appartient et nous devrions y vivre en toute souveraineté ?

Oui, on doit être souverains dans ce Ténéré et on doit en assurer la sécurité.

Qu'est-ce que le MNJ et les Touaregs qui luttent pour la liberté de manière générale attendent des Imazighen (Berbères) et notamment de ceux d'entre eux qui vivent en France ?

Aujourd'hui, le peuple touareg est entrain d'être exterminé. Plusieurs Etats, plusieurs puissances sont entrain de collaborer avec un gouvernement dictatorial pour détruire toute une culture qui concerne, effectivement, tout le peuple amazigh. Ce qui nous arrive aujourd'hui, c'est ce qui arrivera à tout le peuple amazigh dans un futur proche si nous ne réagissons pas et restons "les bras croisés". Tout le monde doit se lever comme un seul Homme pour combattre cette injustice et cette sorte de coalition internationale contre un peuple. Un peuple qui dépasse les frontières établies par les puissances coloniales, un peuple dont le pays est l'Afrique du Nord entière, ce peuple qui a droit à l'existence. Nous appelons nos frères à ce qu'ils se mettent à nos côtés afin que le droit à l'autodétermination, qui est un droit international consacré par les Nations Unies, s'applique chez nous et que cessent les massacres des populations touarègues comme c'est le cas aujourd'hui.

Un mot pour les lecteurs de Tamazgha.fr

Nous tenons à les saluer et à les remercier. Tamazgha est un organe qui assure une véritable diffusion de la cause amazighe. Et pour nous Tamazgha est une fierté. Nous souhaitons seulement que tout le monde soit uni, "fus deg fus", pour qu'un jour nous soyons libres de nos idées et vivre en paix dans un territoire développé.

Propos recueillis par Masin FERKAL

Source: Tamazgha.fr